

Rien à attendre de Barnier premier Ministre : se rassembler et lutter sans concession contre l'offensive du capital.

Cinquante-neuf jours après les résultats du second tour des élections législatives, les noms des successeurs pressentis à la succession de Gabriel Attal ont fleuri. On a eu droit à un gouvernement dirigé par le LR Xavier Bertrand ou à un gouvernement conduit par l'ancien socialiste Bernard Cazeneuve et c'est... Michel Barnier, un homme de droite, très intégré à l'appareil dirigeant de l'Union Européenne et macroniste qui a été choisi par Emmanuel Macron loin des préoccupations des travailleuses et des travailleurs du rejet de la politique de Macron exprimé par les urnes le 7 juillet 2024. Michel Barnier, ancien ministre de Balladur, de Chirac et de Sarkozy, ex-commissaire européen, négociateur du Brexit, candidat à la candidature LR aux présidentielles avec un programme qui reprend les idées historiques du Front national : « *Autorité, dialogue, confiance* ».

Il est dans la parfaite continuité de Sarkozy dont il a été ministre, de Hollande et Macron cherchant coûte que coûte à imposer la politique européenne : celle du capital.

Tous travaillent en gestionnaires loyaux des intérêts du patronat qui domine toute la société, gouvernant ensemble ou se relayant pour aggraver et imposer des réformes à tour de rôle.

L'annonce de la nomination est loin de résoudre la crise politique le prochain gouvernement sera profondément fragile et instable. Macron espère s'appuyer sur le Rassemblement National⁽¹⁾ de Marine Le Pen dans une logique politique profondément cynique, un choix qui dénie sa défaite aux européennes et aux législatives, le rejet de sa politique. Confrontées à l'usure du pouvoir macronien, les classes dominantes ont un besoin impérieux d'une reconfiguration des forces politiques pour imposer une austérité brutale pour les travailleurs et le peuple qui ont montré une combativité singulière ces dernières années.

Un gouvernement qui aura pour tâche d'imposer une austérité brutale pour le peuple :

Le gouvernement est tenu de présenter au Parlement le 1er octobre son projet de loi pour les finances, Le dernier rapport de Bercy révèle un déficit annuel plus important que prévu, pouvant atteindre 5,6%⁽²⁾ soit largement plus que les 5,1% attendus. Le tout, dans un contexte où le FMI, les agences de notation et la Commission européenne a placé l'hexagone en procédure de déficit excessif exerçant une forte pression sur la France. Plus alarmant encore, selon les prévisions de la Direction générale du Trésor⁽³⁾ ou de la sécurité sociale: prévoir entre 30 et 60 milliards d'euros de coupe budgétaire pour 2025 !

Excepté la sécurité et la défense, l'ensemble des dépenses de l'État verront leur budget amputé, notamment le travail, la santé, l'éducation... La situation alarmante des hôpitaux, la rentrée catastrophique dans les écoles, les questions de l'environnement ou encore l'appauvrissement général de la population ne sont pas le souci des capitalistes et Barnier Premier ministre devra mettre en œuvre les exigences imposées par le patronat. Un nouveau gouvernement qui n'aura d'autre choix que d'appliquer la même politique austéritaire que ses prédécesseurs, afin de tenir les objectifs de déficit imposés tant par Bercy que par l'Union européenne et le patronat. ([hebdo 888](#))

Suite à la note confidentielle de l'administration du Trésor estimant les nouvelles règles européennes imposeront un effort de « *grande ampleur* », de 30 milliards d'euros d'économies à placer dans le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2025. Le sénateur Stéphane Sautarel (apparenté LR) insiste : « *Avant tout, agir sur la dépense c'est la priorité* » Claude Raynal, le président PS de la commission, lui emboîte le pas et anticipe : « *Il faudra jouer sur tous les leviers, trouver des économies et des recettes nouvelles. Avoir une vision globale, et pas faire petite mesure par mesure* », La candidate Lucie Castets

(PS) à Matignon avait déjà affiché sa volonté de compromis d'augmentation du SMIC sur deux ans et la réforme des retraites, tandis qu'Olivier Faure (PS) se dit prêt à travailler avec toutes les forces politiques.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la note !

Patrick Martin président du MEDEF expliquait : « *Au vu des aléas de la situation politique française, il nous faut redoubler d'efforts pour porter nos analyses et nos convictions auprès de tous les acteurs politiques* ». L'ensemble des fédérations locales doit rencontrer un maximum de députés afin d'influer sur leur vote.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des combinaisons gouvernementales et patronales face à l'austérité qui vient, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise. Il n'y aura pas d'issue sans affronter ceux qui sont les principaux responsables de la dette : le grand patronat qui se gave. Une chose est sûre: le gouvernement à venir sera contre les salariés mais sera fragile en l'absence de majorité claire à l'Assemblée⁽⁴⁾.

La lutte des classes pour freiner et stopper le capital est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. La lutte doit être l'objectif urgent et essentiel de tous les travailleurs pour satisfaire les revendications.

C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera, ce premier rendez-vous, tardif, de mobilisation du 1^{er} octobre 2024 doit faire entendre nos revendications sociales, pour augmenter les salaires, abroger la réforme des retraites, défendre les services publics sur tout le territoire.

Le Parti Révolutionnaire Communistes fera tout afin que le mouvement social avance et grandisse, le 1^{er} octobre 2024 sera une étape. Nous travaillerons partout au succès de cette journée d'action et nous agirons pour que se développe une stratégie de luttés dans la durée et l'unité des travailleurs. C'est à ce prix que des avancées seront possibles.

Rassembler et lutter pour les revendications et pour changer la société,

Dans les luttes quotidiennes se pose aussi la question d'en finir avec l'exploitation capitaliste. Elle passe par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange (entreprises industrielles et commerciales, sociétés financières, grandes banques), mettre en commun ces moyens et confier aux travailleurs et au peuple leur entière gestion. Lutter contre nos ennemis de classe jusqu'à les anéantir, construire une société nouvelle, le socialisme, tel est le but du combat que nous menons jour après jour.

La lutte politique pour débarrasser la société du capitalisme est indispensable pour que le peuple prenne le pouvoir en vue de diriger dans le sens des intérêts des travailleurs, de la nation et de la paix. Vous avez votre place avec nous pour mener ce combat.

⁽¹⁾Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella a affirmé jeudi 5 septembre que le RN "*jugera sur pièces*" le discours de politique générale de Michel Barnier

"Nous serons attentifs au projet qu'il portera, et attentifs à ce que les aspirations de nos électeurs, qui représentent un tiers des Français, soient entendues et respectées", a également fait savoir Marine Le Pen.

⁽²⁾« *Les comptes publics sont dans le rouge violet* » s'exclame Jean-François Husson rapporteur général de la commission des finances du Sénat plus de 100 milliards d'euros d'économies en quatre ans pour respecter les règles européennes.

⁽³⁾ La Direction générale des finances publiques (DGFIP) anticipait par exemple des recettes de TVA moins importantes que ses modélisations. L'administration fiscale estime désormais que les recettes de TVA, d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés pourraient être « moins élevées que prévu ». « *L'évolution de la composition de la croissance* » serait « *moins favorable aux recettes fiscales* ».

⁽⁴⁾ Le RN et ses alliés (143) et les partis du NFP (189) rassemblent près de 330 députés, face aux 229 du « bloc central » (Ensemble 163 et Les Républicains 66). Le gouvernement devrait donc obtenir soit l'abstention du RN, soit à la fois celle d'un groupe important de la gauche, comme les 66 socialistes ou celle des Républicains.